

Le Soir sur Internet :  
<http://www.lesoiralgerie.com>  
E-mail : [info@lesoiralgerie.com](mailto:info@lesoiralgerie.com)

# Que peut l'Europe ?

L'Europe a pris peur ce lundi, date de rupture de ses livraisons de pétrole russe suite à un différend entre la Russie et le Belarus, «la Russie blanche» comme dit Al-Jazeera. Elle a attendu mercredi pour respirer et vendredi pour être fixée sur son avenir par l'assurance du Premier ministre russe Mikhaïl Fradkov que les deux belligérants étaient parvenus à «une solution équilibrée correspondant aux intérêts des deux pays». En vertu de l'accord conclu, le Belarus paierait désormais une taxe de 53 dollars par tonne de pétrole importée de Russie, à laquelle s'ajoutera une rétrocession sur les revenus des exportations de produits pétroliers des raffineries biélorusses utilisant le pétrole de son pays. Le Belarus était le seul au monde à ne pas s'acquitter de cette taxe et disposait ainsi d'un brut bon marché qu'il raffinait dans deux usines modernes pour le revendre à l'UE avec un bénéfice considérable.

Outre la gifle pétrolière, Minsk, qui vend les produits de son agriculture et de son industrie sans droits de douane en Russie, risque désormais de ne plus bénéficier de régime de faveur. Minsk écoule en Russie 100% de ses exportations de viande, 97,3% de celles de lait et la Russie achète entre 50 et 70% des meubles, chaussures, pneus, médicaments, réfrigérateurs, et équipements lourds exportés par l'ex-République soviétique, une situation héritée de l'ancienne division socialiste du travail dans le cadre d'une union libre rompue pacifiquement sous le règne de Gorbatchev. Non satisfait

de toutes ces faveurs, le Belarus avait tenté d'imposer à la Russie une taxe de 45 dollars par tonne sur le pétrole russe transitant par son territoire en direction de l'UE, une mesure jugée illégale par Moscou.

Trois jours d'interruption des livraisons pétrolières ont donné des sueurs froides à l'Union européenne. Plus particulièrement à cinq de ses membres : l'Allemagne, la Pologne, la Hongrie, la Slovaquie et la République tchèque. L'oléoduc Droubja fournit 12,5% du pétrole consommé par l'UE, soit environ 2 millions de barils de pétrole chaque jour.

L'incident n'a pas empêché les cours de pétrole consommé par l'UE, soit environ 2 millions de barils de pétrole chaque jour. L'incident n'a pas empêché les cours de pétrole consommé par l'UE, soit environ 2 millions de barils de pétrole chaque jour.

Affectés dans le sens de la dépression par un hiver exceptionnellement doux jusqu'à présent dans le nord-est des Etats-Unis, la région la plus gourmande au monde en fioul de chauffage, les prix ne cessent de reculer depuis le début de l'année. Ils avaient commencé 2007 à environ 61 dollars le baril et ont cédé presque 12% depuis.

Selon les services météorologiques américains, la demande en produits de chauffage dans l'ensemble des Etats-Unis est à l'heure actuelle de 24% inférieure à la normale saisonnière et les températures dans le nord-est devraient rester élevées jusqu'au 18 janvier.

La crise n'affecte également pas les prix du brut pour cette autre raison que les pays touchés disposaient de réserves importantes, de 80 jours au moins, et le marché

tablait sur une résolution rapide du conflit, après une prompt réaction du Kremlin promettant, dès mardi, de «tout faire pour garantir les intérêts des consommateurs occidentaux».

Même s'il n'a pas affecté les cours, le différend russo-bélarusse soulève, aux yeux des Européens, une autre question : celle de la fiabilité de Moscou comme fournisseur énergétique.

La chancelière allemande, M<sup>me</sup> Angela Merkel, dont le pays préside l'Union européenne depuis le 1<sup>er</sup> janvier, a déploré que la Russie ait ruiné la «confiance» placée en elle : «Il n'est pas acceptable qu'il n'y ait pas de consultation dans une telle situation», a-t-elle souligné, jugeant au passage «inacceptable» de ne pas avoir été informée de la fermeture de l'oléoduc. L'incident, selon elle, «détruit la confiance» des Européens envers la Russie. Et elle dit plus que ce qu'elle veut bien laisser perdre en affirmant : «Ce n'est pas avec cela qu'on peut construire une coopération fondée sur la confiance... Lorsqu'il y a des difficultés, la moindre des choses est d'engager des consultations».

Le président de la Commission, José Manuel Barroso, a, lui aussi, qualifié d'«inacceptable» la réaction de la Russie, alors que le commissaire européen à l'Energie, Andris Piebalgs, appelait pour sa part «à un comportement fiable et transparent dans le futur».

La réputation de la Russie comme fournisseur fiable est d'autant plus mise à mal qu'elle fait suite à la coupure de l'an dernier lors de la guerre du gaz avec l'Ukraine.

José Manuel Barroso a

appelé les dirigeants européens à «regarder les faits», sa Commission pronant une «révolution industrielle» vers une économie peu consommatrice d'hydrocarbures, par l'instauration d'une politique énergétique commune aux 27.

Les «faits» dont il est question appellent à réduire la dépendance énergétique de l'UE, lutter contre le réchauffement tout en stimulant la concurrence entre grandes sociétés énergétiques.

Premier objectif : assurer l'indépendance énergétique de l'Union, dans un contexte de raréfaction et de renchérissement des énergies fossiles, d'une part, et de «guerre du pétrole» entre la Russie et ses anciennes dépendances idéologiques affranchies par la chute du mur de Berlin, d'autre part.

L'Europe s'approvisionne déjà au-delà de ses frontières pour la moitié de son énergie. Cette dépendance devrait dépasser 65% en 2030, avec un taux de 84% pour le gaz et 93% pour le pétrole.

Elle compte l'atténuer en faisant passer la part des énergies renouvelables dans le bouquet européen à 20% du total de la consommation en 2020. Un objectif ambitieux, dans la mesure où l'Union, qui visait les 12% en 2010, n'en est aujourd'hui qu'à 7%.

Dans ce bouquet, la Commission reconnaît le rôle du nucléaire dans la lutte contre l'effet de serre, sans clairement inciter les Etats membres à construire de nouveaux réacteurs rapidement. Présent dans 15 des 27 Etats membres, le nucléaire représente 30% de la production électrique de l'UE.

Second objectif : s'atta-

quer aux causes du réchauffement climatique en diminuant les émissions de gaz carbonique du continent en visant, pour 2020, une baisse de 20% des rejets de gaz à effet de serre par rapport au niveau de 1990. L'UE est responsable de 14% des émissions de CO<sub>2</sub>, troisième derrière la Chine, le plus grand pollueur mondial, et les Etats-Unis.

Le rapport Stern, du nom d'un ancien économiste en chef de la Banque mondiale, évoque la sombre prévision d'une crise économique mondiale, plus profonde que la grande dépression de 1929, si rien n'est entrepris pour limiter les émissions de gaz à effet de serre. Ses projections imposent pour 2050 de réduire les émissions de moitié par rapport à leur niveau de 1990 si l'on veut garder une chance de limiter la hausse de la température à 2 degrés par rapport à ce qu'elle était pendant la période pré-industrielle. C'est même la limite au-delà de laquelle les conséquences pour les habitants de la planète seraient dévastatrices.

Troisième objectif : garantir la compétitivité des entreprises européennes en améliorant le fonctionnement du marché, encore fragmenté en 25 espaces nationaux mal interconnectés.

Bruxelles juge que la concurrence reste inefficace sur les marchés du gaz et de l'électricité et promet de lutter contre «la concentration verticale» des groupes européens et de contrôler de près les fusions, aides publiques et les ententes.

L'enjeu ici est la compétitivité des entreprises européennes.

Les réflexes protection-



Par Ammar Belhimer  
[ambelhimer@hotmail.com](mailto:ambelhimer@hotmail.com)

nistes ont pérennisé la fragmentation du marché européen. Les vingt-sept marchés nationaux sont insuffisamment reliés (M. Barroso estime qu'il faut arriver à un niveau minimal d'interconnexion des réseaux de 10% au minimum). Par ailleurs, les nouveaux membres sont le plus souvent réduits à des parts de marché marginales et les opérateurs historiques, construits sur des rentes de situation développent des pratiques commerciales douteuses.

De quoi suggérer beaucoup de prudence au commissaire européen à l'Energie qui reconnaît au marché du gaz une spécificité : «Il ne faut pas oublier que nous dépendons essentiellement de seulement trois fournisseurs : Gazprom, Sonatrach et Norsk Hydro-Statoil. Il faut veiller à ne pas trop affaiblir les compagnies gazières européennes, dont les principaux actifs sont justement les réseaux.» Ce qui signifie qu'il ne lui sera pas facile de réformer le marché du gaz.

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE auront donc fort à faire lors de leur réunion à Bruxelles à la mi-mars. L'hiver aura cependant été derrière eux.

A. B.

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[laalamh@yahoo.fr](mailto:laalamh@yahoo.fr)  
[laalamhakim@hotmail.com](mailto:laalamhakim@hotmail.com)



## DE CHRISTOPHE COLOMB À BLIDA EN PASSANT PAR HASSI MESSAOUD !

«Procès Khalifa. Comparution très attendue ce mardi. Celle du ...  
...python d'El Harrach.»

Comme nous avons tous un peu grandi, comme nous avons appris à nous méfier des leurres, comme nous ne sommes plus tout à fait dans la peau des Indiens attendant sur la plage, le 12 octobre 1492, d'échanger de l'or pur contre de la verroterie apportée dans les soutes des navires de Colomb, nous allons tenter ce matin de voir ailleurs que là où nos éclairés et pas très éclairants dirigeants voudraient nous voir regarder. Bizarrement, loin du brouhaha entretenu à Blida, loin de l'orchestration au synthé du plus gros scandale du siècle, il se passe des trucs de chez «trucmuche». Des machins pas très catholiques, ou plus exactement des bidules pas très musulmans. Des entreprises liées plus ou moins directement au secteur pétrolier sont sommées de se dissoudre. Et pas n'importe quelle entreprise ! De celles qui étaient en mesure, il y a quelques mois encore, de facturer le traversin et la lampe de chevet à quelques bons milliers d'euros. Même si personne ne le reconnaîtra maintenant, on a l'impression que la patate est tellement chaude, limite brûlante, qu'il faut, non pas la refler, mais carrément la balancer dans un bain cryogénique, dans le bassin d'eau froide qui la fera se

ratatiner comme un vulgaire mauvais souvenir. Consigne aurait donc été donnée à ces entrepreneurs connexes du pétrole de se saborder en marge du procès de Blida, à l'ombre de ce vacarme blidéen dont même les décibels semblent avoir été réglés par avance pour couvrir tout le reste. Seulement voilà, dans ce «tout le reste», il y a une grosse boîte versée dans le pétrole et les services annexes à l'or noir. Et par expérience, par conviction profonde, lorsque l'on veut sérieusement évoquer le problème de la corruption en Algérie, j'ai appris qu'il ne fallait pas gratter trop loin des puits de pétrole et de leur banlieue proche. Dans cet ordre d'idées, je ne pense pas que les trous de mémoire d'un vieux notaire, les approximations d'un clerc devenu bras droit, les balbutiements d'un caissier, fût-il principal, et les couinements d'une secrétaire, fussent-ils jouissifs pour l'assistance, peuvent faire oublier que l'argent, l'argent massif, l'argent à gros bouillons, le fric à grosses pompes s'est toujours fait à l'ombre des derricks. D'où ce rappel amical aux Indiens qui, comme moi, auraient tendance à perdre beaucoup de temps sur les improbables plages blidéennes alors que le gros de l'affaire se passe au Val d'Hydra. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.